

Point d'!

EIRENE

Service chrétien international pour la Paix

GVOM

Groupe Volontaires Outre-Mer

Décembre 2000 N° 8



Editorial

2001 Gros plan sur le volontariat

2001 a été déclaré par l'Assemblée générale des Nations Unies "Année internationale du Volontariat". Une façon de reconnaître et de valoriser un certain type d'activités humaines. Un type d'activité où interviennent les notions d'engagement personnel, d'altruisme et de gratuité.

Le volontariat est ici pris dans son sens le plus large: Il s'agit des femmes et des hommes qui encadrent les jeunes lors d'entraînements sportifs, des visiteurs aux malades des hôpitaux, des personnes qui dispensent des cours de français aux requérants d'asile comme à BAT, de celles qui militent pour la paix comme chez Eirene, des volontaires qui luttent aux côtés de populations marginalisées comme chez GVOM et Eirene... Il s'agit de tous ces anonymes qui donnent de leur temps, de leur énergie, de leur savoir-faire dans les domaines les plus variés.

Il est essentiel aujourd'hui d'accorder au volontariat sa juste place dans nos sociétés car c'est un rouage essentiel sans lequel la machine serait bien vite grippée. Toujours est-il que les volontaires et les bénévoles ne peuvent et ne doivent pas tout faire: Il serait faux en effet de penser que parce que ces gens de bonne volonté répondent présents, l'Etat serait en droit de se décharger sur eux de tout l'aspect social qu'il doit gérer. A l'Etat de jouer son rôle de régulateur, de prévoyance, de filet de sécurité, d'initiateur aussi. A l'Etat d'assumer ses responsabilités tout en appréciant de façon concrète l'apport inestimable du volontariat.

A l'occasion de cette année 2001 un grand nombre d'événements se dérouleront de par le monde. En Suisse les volontaires et les bénévoles se mobilisent. Nous ne sommes pas en reste et nous vous tiendrons informés au fur et à mesure. Sachez déjà qu'une exposition photo illustrant le travail de volontaires suisses engagés dans les pays d'Amérique centrale voyagera sur les routes de Romandie.

Les volontaires et les bénévoles de nos associations, BAT, Eirene et GVOM vous souhaitent de très bonnes fêtes de fin d'année et vous envoient leurs meilleurs vœux !!!!!

B. Faidutti Lueber

Sommaire

Stage	Des champignons
A coeur ouvert	Rencontre avec le Dr. Condom
La voix du sud	Le SIDA, pas encore une priorité
Exposition	Pygmées: d'un regard à l'Autre
Stage	Des champignons
Alternative	ACTARES pour une économie durable
Réalité	Une sécurité sociale des bas-fonds
Echange culturel	Le Teatrakor
Solidarité	C'est toujours les p'tits qui s'mouillent

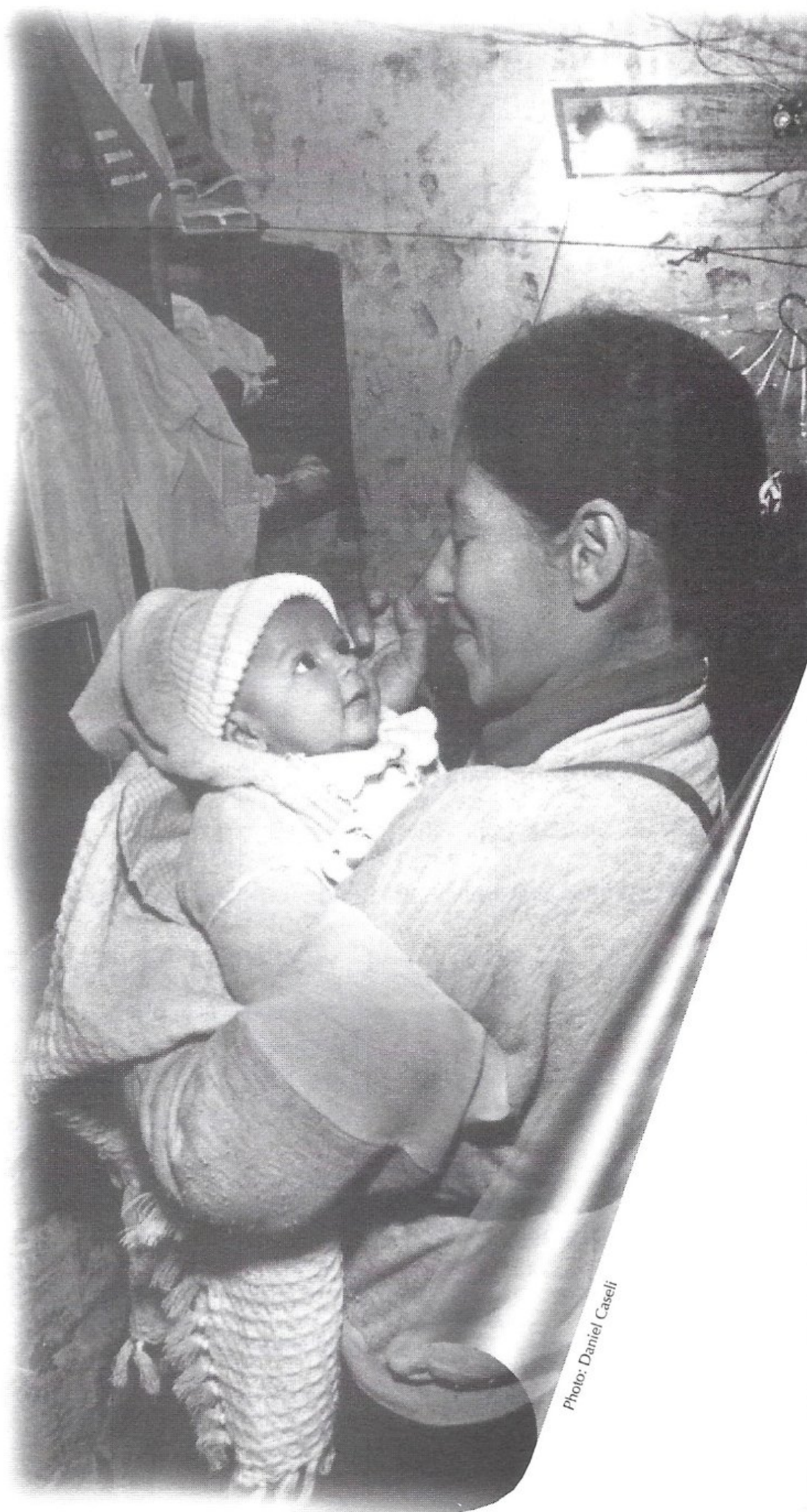


Photo: Daniel Caselli

Des champignons têtes de pont de l'agriculture biologique

Depuis le mois de mai Julia Tietz a rejoint l'Association Montaña Verde au Costa Rica. Avec l'appui de l'Unité Technologique en Agriculture Organique de l'Institut National d'Apprentissage (l'INA) elle effectue des tests de phytoprotection avec des champignons.

Les pesticides s'attaquent à l'homme

Avec le Panama et la Jamaïque, le Costa Rica fait partie des trois pays utilisant la plus grande quantité de pesticides en Amérique Latine. Parmi les classes de pesticides on trouve des produits interdits dans d'autres pays depuis bien des années. Le nombre de cancers gastriques, dus à l'exposition continue à ces toxiques, augmente d'année en année. L'incidence moyenne au Costa Rica se situe actuellement autour de 30%.

Heureusement, la prise de conscience se fait et ce sont souvent les agriculteurs eux-mêmes, atteints d'allergies et d'eczémas, qui recherchent des alternatives à l'agriculture conventionnelle. Les consommateurs aussi commencent à montrer de l'intérêt pour une alimentation plus saine, et plusieurs grandes chaînes de supermarchés proposent déjà toute une gamme de produits biologiques.

L'INA du Costa Rica travaille dans le domaine de l'agriculture bio depuis 6 ans environ et a acquis de nombreuses techniques de terrain, notamment l'usage de champignons antagonistes dans la lutte biologique. L'INA offre des formations gratuites en agriculture biologique et en protection des plantes (phytoprotection).

Mon travail en contrôle biologique se déroule d'une part à l'INA, d'autre part dans la vallée du Chirripó où se trouve l'association locale Montaña Verde. L'INA met à ma disposition le laboratoire de phytoprotection et les techniques acquises en échange d'aide au laboratoire et des résultats du travail chez Montaña Verde. Le travail s'intègre à un projet de l'association, intitulé "Modèle Agroforestier de la Vallée Médiane du Fleuve Chirripó". Ce projet consiste essentiellement à promouvoir la conservation des sols ainsi que la protection de l'environnement et des forêts. Il vise également à encourager la diminution de l'utilisation de pesticides au sein du groupe d'agriculteurs qui participent aux activités de leur propre intérêt. Le but à long terme est d'éliminer tous les pesticides pour passer d'un système conventionnel à un système biologique.

Le champignon bienfaiteur

Lorsqu'on parle de contrôle biologique, on entend le contrôle par des substances naturelles. Dans le cas présent, il s'agit de champignons antagonistes. Le terme "antagoniste" signifie que le champignon en question retient la croissance ou tue d'autres organismes, comme par exemple les champignons phytopathogènes (causant des lésions aux plantes), ou des insectes comme les nématodes parasites (minuscules vers en forme de fil qui attaquent le système de racines des plantes, diminuant ainsi leur capacité d'absorption). Les champignons antagonistes se cultivent sur un substrat très simple et qui présente l'avantage d'être bon marché: le riz. On utilise des bouteilles en verre ou des cornets plastiques pour faire les cultures. Après 7 jours, le riz se couvre d'une fine pellicule à l'aspect ouaté, signe que le champignon a poussé.

L'étape suivante se déroule à la campagne: on applique le champignon antagoniste aux cultures. Pour ce faire, il

est indispensable de séparer le champignon de son substrat en transférant le riz sur un tamis où il est ensuite lavé. Le liquide récupéré d'une culture avec 300g de riz est dilué dans 16L d'eau et permet d'asperger environ 150 petits plants de café. Au début du traitement, il est nécessaire de répéter ce processus toutes les semaines et ce pendant 6 semaines au minimum. Ces applications ont pour but d'installer à long terme le champignon antagoniste dans le sol, permettant ainsi une diminution des traitements.

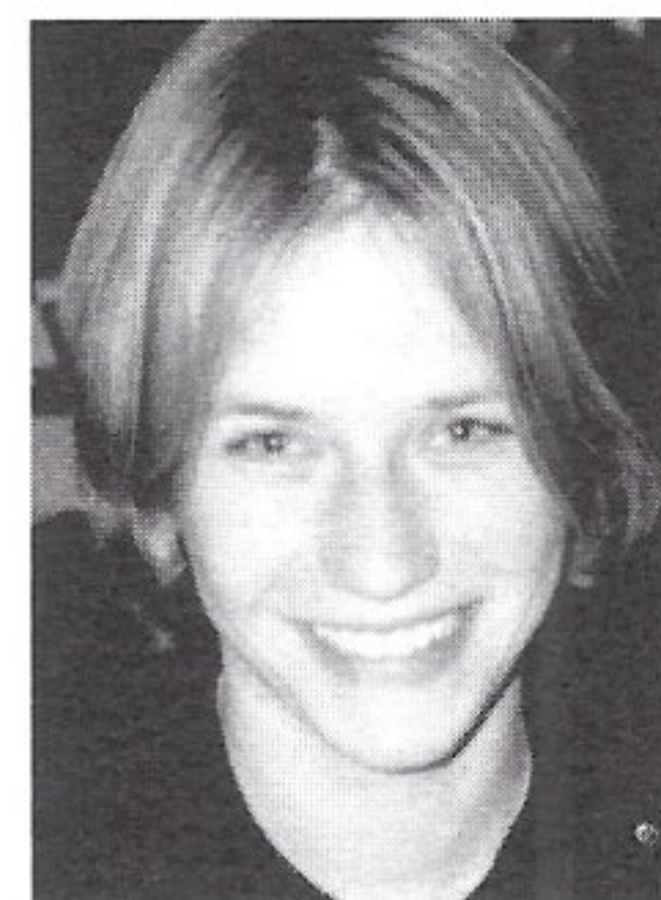
Le sol organisme vivant

Nous nous heurtons alors au problème fondamental suivant: l'état du sol. Le champignon antagoniste poussera dans le sol (d'où il a d'ailleurs été isolé au début) à condition d'y trouver un milieu propice à son développement. La présence d'autres micro-organismes, de matière organique en voie de décomposition, un pH adéquat, un milieu humide et à l'abri de l'incidence directe du soleil stimulent son développement. Si le sol est sec, peu riche en matière organique et très ensoleillé, le champignon n'a que peu de chance de s'installer.

Il faut alors procéder à la récupération et à la conservation du sol. La récupération d'un sol est un processus lent, de même que la mise au point d'un système biologique dans un environnement contaminé par des résidus chimiques. Le sol doit être considéré comme un organisme vivant, faisant partie intégrante de l'environnement et duquel dépendent bon nombre de processus vitaux. Si la terre est maltraitée, elle finira par ne plus rien produire.

Il existe plusieurs manières "d'aider" un sol. L'utilisation du bocashi, un compost organique apportant des micro-organismes et des éléments nutritifs, augmente la fertilité du sol à long terme et apporte de la matière organique. Le bocashi doit être recouvert lorsqu'il est étendu sur le sol afin d'éviter le dessèchement par le soleil, ce qui entraînerait la mort des micro-organismes. Pour cela, on peut utiliser des feuilles mortes, de petites branches ou d'autres matériaux se trouvant à proximité. La présence de plantes légumineuses associées à des bactéries symbiotiques fixant l'azote joue un rôle essentiel, contribuant à la fertilité du sol et l'ombrage. De même, la construction de terrasses et de drainages d'eau dans les parcelles à forte pente diminuent l'érosion et ainsi la perte de substrat et d'éléments nutritifs.

Le contrôle biologique n'est qu'une des multiples facettes de l'agriculture biologique et s'intègre à un ensemble de procédés interdépendants. Il est difficile de remplacer un pesticide par un champignon antagoniste sans se préoccuper de l'état général de la culture. Un organisme vivant aura de la difficulté à proliférer dans un milieu regorgeant de résidus chimiques. Pour diminuer l'usage massif de pesticides au Costa Rica, il faut avoir compris que l'alternative est un processus lent, que les résultats n'apparaîtront pas d'ici demain et qu'il faudra de la patience, mais surtout que ce qui compte est ce qui existera demain.



Julia Tietz

Photo: S. Tietz

Rencontre avec le Docteur Condom

Marc Isler est médecin. Il a passé plus de dix ans à Bluefields, l'une des principales villes de la côte atlantique au Nicaragua. Il a été l'un des promoteurs d'une campagne contre le SIDA et les maladies sexuellement transmissibles (MST). Cet été, il a pris la décision de rentrer en Suisse avec sa femme et leurs quatre enfants.

Il y a quelques mois encore, tu étais médecin volontaire au Nicaragua. Qu'est-ce qui t'a conduit à Bluefields?

Le hasard! En 1988, je vivais et travaillais à Olten. Au cours d'une fête de solidarité pour l'Amérique centrale, je me suis arrêté au stand de la Centrale Sanitaire Suisse. Ils cherchaient un médecin pour travailler au sein de l'hôpital régional de Bluefields... Bluefields me trottait déjà dans la tête comme un lieu d'un monde imaginaire depuis qu'un de mes amis de retour d'un séjour au Nicaragua dans les années 80 me l'avait un jour mentionné – bien que lui-même n'y était jamais allé. Aucun étranger n'avait alors le droit de s'y rendre.

J'avais toujours eu dans l'idée de travailler à l'étranger, et m'engager à Bluefields me semblait présenter un bon cocktail: l'expérience révolutionnaire, la culture indienne, l'influence africaine, un style de vie des Caraïbes, et la nature à son état brut... C'est ainsi que j'ai décidé de mettre entre parenthèse ma carrière professionnelle en Suisse pour une ou deux années au moins.

Juste avant mon arrivée au Nicaragua, en décembre 1988, l'ouragan Joanne avait ravagé une bonne partie de la Côte Atlantique et en particulier Bluefields. J'ai donc vécu avec les gens leur lutte pour se remettre debout, leur lutte pour survivre. Bluefields, depuis ce jour, tient une place très spéciale dans mon cœur.

Comment es-tu venu à travailler dans le domaine des MST et du SIDA?

Après mon retour en Suisse en 1990, je n'arrêtais pas de penser à ces deux dernières années au Nicaragua lorsqu'un autre de mes amis m'a fait part de ses projets de partir au Nicaragua comme épidémiologiste dans un projet de prévention contre le SIDA. J'ai tout de suite pensé que ce pourrait être quelque chose pour moi aussi. Je suis reparti.

Quelle était la "situation SIDA" à Bluefields à l'époque ?

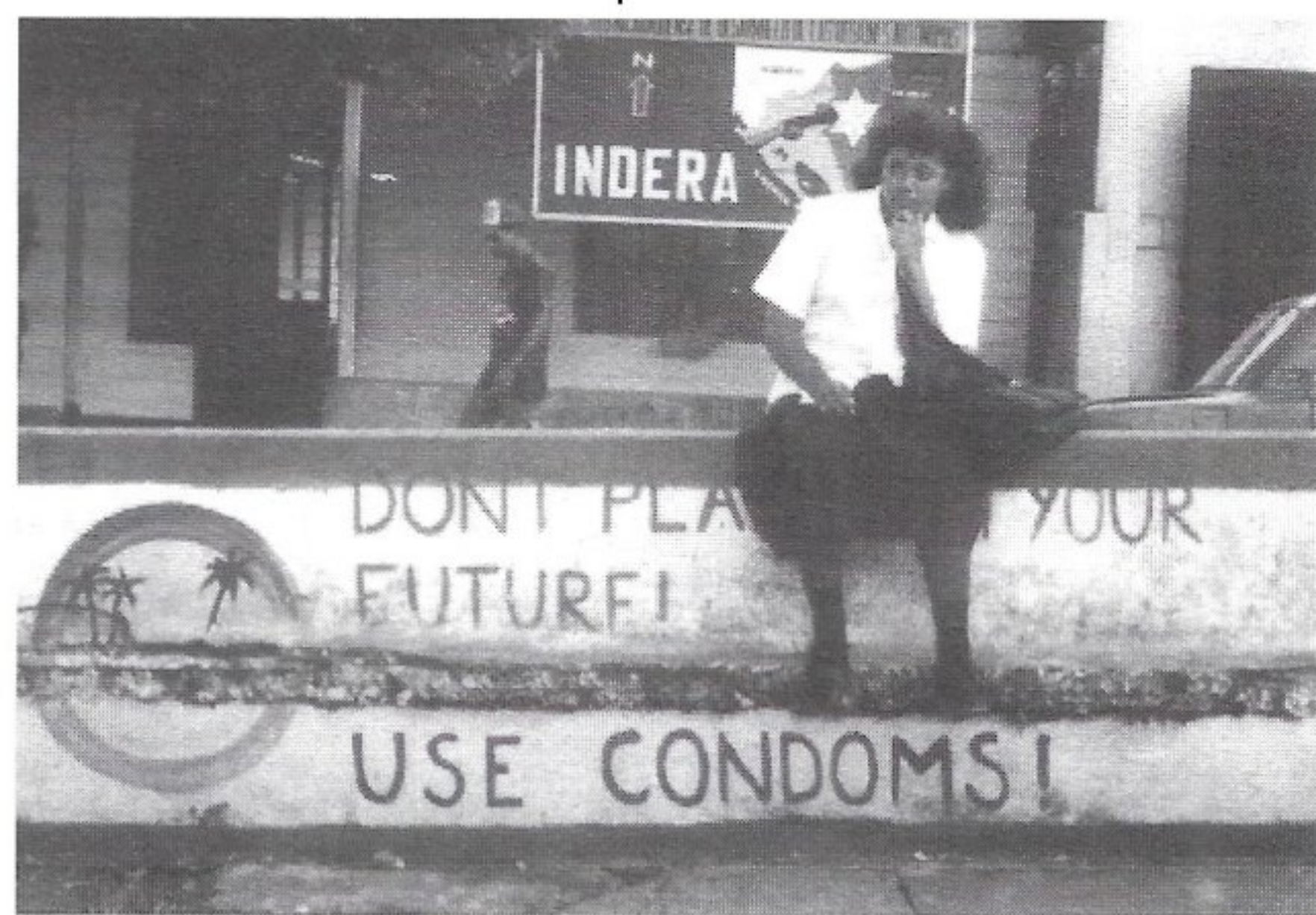
Bluefields, je le savais alors, n'avait pas besoin de médecins, mais d'un programme pour le traitement des MST et pour lancer la prévention contre le SIDA. Les MST étaient très répandues, mais personne ne s'en préoccupait; quant aux préservatifs et leur utilisation, personne ne s'en souciait. En 1991 on en a trouvé un stock posé dans un coin de l'économat du MINSA (ministère de la santé), tous avec la date d'utilisation expirée...

Pour soigner les uretrites communes, les médecins recouraient systématiquement à la Pénicilline, bien que les gonocoques responsables étaient déjà en partie résistants. Alors que le SIDA était un des sujets phares dans les autres parties du monde à l'époque, il n'était en aucune manière une préoccupation de l'homme de la rue de Bluefields. Les autorités sanitaires avaient d'autres chats à fouetter, et les médecins locaux se demandaient bien pourquoi je me concentrais sur les uretrites ("sources and runnings" en créole). En collaboration avec le ministère de la santé je donnais des consultations pour le traitement des MST tout en développant avec une équipe locale une campagne de prévention adressée à la population et surtout aux jeunes. Avec les années j'ai été baptisé "Docteur Condom", ce qui est bien sûr un grand honneur.

Quelle est la situation aujourd'hui?

De plus en plus de gens ont été touchés d'une façon ou d'une autre par le problème du SIDA, et aujourd'hui la maladie et le préservatif ne représentent plus quelque chose de bizarre pour les gens.

Actuellement, le MINSA, appuyé par l'institution panaméricaine de santé (OPS), organise dans tout le pays des séminaires sur les stratégies aptes à combattre le SIDA et les MST. Les méthodes proposées sont similaires à celles que nous utilisons déjà à Bluefields. J'ai l'impression que notre travail de longue haleine, qui se poursuit, a eu un effet réel sur la population. Ce sentiment (quelque peu subjectif) repose néanmoins sur des recherches basées sur des interviews menées au cours des années passées.



Campagne de prévention

Photo: Marc Isler

Je ne me fais aucune illusion quant aux limites imposées par les facteurs socio-économiques... Mais tout de même, les adolescents viennent au centre de santé ou au bureau de la campagne (de prévention) pour demander sans gêne aucune des préservatifs... Il paraît qu'un touriste a été passablement surpris de s'entendre prier d'utiliser un préservatif par la jeune femme qu'il avait invitée dans sa chambre d'hôtel... Et même l'Eglise sur la Côte, la très traditionnelle Eglise Morave, s'est jointe à d'autres organisations pour combattre la maladie et recommande de suivre le conseil prodigué par la campagne qui est le suivant: "Sois un bon amant, mets ton préservatif!" (be a good lover use a rubber!).

Beaucoup de jeunes gens quittent Bluefields chaque année pour s'engager sur l'un des nombreux paquebots qui naviguent dans les Caraïbes ou ailleurs. Pour un peu moins de SFr 800 par mois ils nettoient les toilettes, travaillent aux cuisines, font les lits ou astiquent les chaussures des touristes ou membres d'équipage. Nombre d'entre eux ont été très surpris en réalisant qu'il y avait bien plus de publicité contre le SIDA dans leur ville natale que dans la plupart des autres villes et ports traversés au cours de leurs voyages.

Comment s'est passé ton départ de Bluefields?

Lorsqu'ils ont appris que nous partions, les gens de Bluefields ont exprimé leurs sentiments à mon égard de façon très spontanée quand je les rencontrais dans la rue par exemple. Certains se sont même manifestés sur les ondes radios. C'était presque exagéré, mais je savais que ça venait du cœur... De mon côté, je sens qu'en partant j'ai laissé quelque chose que j'aime; quelque chose qui inclut le projet bien sûr et toutes les personnes qui gravitaient autour mais aussi tout ce que comporte cet endroit quelque peu magique qu'est Bluefields. De savoir que nous y retournerions un jour nous a aidé à surmonter ce départ.

Propos recueillis par B. Faidutti Lueber

Le SIDA, pas encore une priorité...

La barque rapide traverse la baie de Bluefields, ville de la côte atlantique du Nicaragua. Sous un gros sac de plastique noir pour nous abriter de la pluie, nous discutons avec un médecin peu ordinaire: Richard Taylor est originaire de Corn Island, une petite île à quelques miles de là. Les plages blanches y sont de véritables paradis pour touristes, mais les conditions de vie de ses habitants sont difficiles et les structures de santé précaires. Bien que ne disposant que de moyens financiers limités, et orphelin très jeune, Richard a décidé d'étudier la médecine pour tenter d'améliorer le sort de son peuple noir et anglophone. C'est ainsi qu'il est devenu le vice-directeur de la santé pour toute la région autonome de l'Atlantique Sud. Il y a quatre ans il fut mis à la porte par le nouveau gouvernement car il se refusait à travailler pour le parti au pouvoir. Depuis 1998, il est le coordinateur de la "Campagne costeña contre le SIDA". Il poursuit le travail commencé il y a dix ans par Marc Isler. Tout en nous parlant sérieusement de son travail, il ne cesse de plaisanter; ses yeux et son sourire nous accompagnent pendant qu'il nous raconte son histoire sous une pluie incessante...

J'ai connu Marc quand je travaillais pour le ministère. En tant qu'administrateur de santé, j'étais responsable des programmes préventifs comme celui contre le SIDA. Je devins donc le partenaire de Marc, car personne d'autre ne semblait intéressé par ce programme contre le SIDA. Quand, en 1996, le nouveau gouvernement a commencé une série de mises à la porte de médecins dans la région, les premiers renvoyés furent ceux originaires de la Côte. C'est ainsi que j'ai quitté le système de santé de l'état avec 5 autres médecins.

Après mon renvoi, Marc m'a demandé si j'aimerais collaborer avec lui. L'idée me plaisait beaucoup car le travail de prévention m'a toujours intéressé; mais à cette époque ma famille connaissait des difficultés financières – ma femme, médecin avait également été renvoyée – et je n'ai pas immédiatement accepté. Je me suis d'abord engagé auprès de l'Union Européenne dans le cadre de l'aide suite à l'ouragan Mitch, dans le nord de la Côte Atlantique. A la fin de ce contrat, je suis retourné voir Marc pour lui dire que j'étais prêt à participer avec lui à la lutte contre le SIDA.

Actuellement, dans la région de Bluefields, on compte 12 cas de SIDA, dont un enfant, pour une population de 70 000 personnes. Ceci constitue la proportion

la plus haute de tout le Nicaragua. Ces chiffres ne reflètent pourtant pas la réalité: On pense que 90% ne sont pas inclus dans ces chiffres. Nous connaissons trois ou quatre autres personnes infectées, mais par respect nous ne pouvons le leur dire. La seule chose que nous pouvons faire, c'est prêcher la prévention. Les gens ont très peur quand ils apprennent ou suspectent qu'ils ont le SIDA, et ils se distancient des hôpitaux et des médecins.

La Campagne est engagée dans le travail de prévention: Nous avons deux programmes d'information sur une radio locale, et deux éducatrices diffusent dans les écoles primaires un programme d'éducation sexuelle qui provient d'autres pays de la région. Ici, au Nicaragua, l'éducation sexuelle n'existe pas; on est revenu au vieux système éducatif où on se borne à enseigner la biologie.

Nous avons développé une collaboration avec le ministère de l'éducation ainsi qu'avec les enseignants et nous avons accès à tous les collèges. Au début, nous faisons des présentations dans toutes les écoles. Depuis que je suis coordinateur, nous nous concentrons sur certains groupes. Nous pensons que pour les élèves du secondaire une présentation sur le SIDA arrive trop tard; c'est pourquoi nous axons la prévention sur les élèves du primaire ainsi que sur leurs mères qui sont toutes des femmes en âge d'avoir des enfants.

Nous parlons également aux marins. C'est très



L'équipe de la campagne "Costeña" contre le SIDA

Photo: Marc Isler

important vu que le marin est considéré comme une personne très active sexuellement de par son âge, et peut-être aussi de par la bonne forme physique nécessaire pour exercer ce métier. La Campagne a un contrat avec le médecin chargé des visites médicales avant l'engagement des marins.

	Population (en milliers)	Estimation des morts en 1999	Estimation cumulative des morts	Estimation du nombre de personnes vivant avec le sida		
				% adultes	femmes 15-49 ans	enfants 0-14 ans
Nicaragua	4'944	360	1'400	0.20	1200	<100
El Salvador	6'155	1'300	8'700	0.60	4800	560
Costa Rica	3'929	750	4'500	0.54	2800	290
Cuba	11'154	120	700	0.03	450	<100
Haïti	8'090	2'300	180'000	5.17	67'000	5'200
Suisse	7'357	150	5'600	0.46	5500	<100

Source: www.unaids.org/epidemic_update/report/Final_Table_Eng_Xcel.xls

Nous nous réunissons avec eux avant qu'ils ne lèvent l'ancre pour leur apporter une éducation sexuelle. Ceci est primordial car presque tous les cas de SIDA que nous avons à Bluefields sont liés à ce groupe de personnes. Je pense que le gouvernement du Nicaragua devrait prendre plus au sérieux la problématique du SIDA car ce que nous observons maintenant n'est que la pointe de l'iceberg. Il n'existe aucune initiative gouvernementale. Les médicaments arrivent dans les hôpitaux publics en fonction de la priorité des maladies, et le gouvernement n'a pas déclaré le SIDA maladie prioritaire. Ainsi, personne ne peut obtenir de médicament pour le traitement de la part du système public de santé, et les gens ne peuvent pas se les payer. La Campagne est un pion fondamental dans la lutte contre le SIDA dans la région mais notre situation financière est fragile: Le socle de nos finances provient d'étudiants de l'Université de Bâle (GEAB). C'est une goutte d'or qui nous permet de survivre. GVOM m'assure un salaire tout en me laissant une grande liberté d'action pour le développement de mon travail: J'informe sur mes activités sans qu'il y ait d'imposition depuis la Suisse. Il reste difficile d'assurer le versement des salaires des éducatrices et de la secrétaire. Si je ne

passais pas une grande partie de mon temps à chercher des fonds tout tomberait à l'eau. Mais je ne permettrais jamais que la Campagne ne ferme, même si pour cela je dois trouver un travail à côté. Je veux continuer cette prévention puisque personne d'autre ne s'y intéresse.

En ce qui concerne les volontaires du Nord qui viennent au Nicaragua, pour ma part ce serait mieux s'ils pouvaient rester pour toujours... mais je sais bien que c'est impossible. Ce que j'entends par là, c'est que l'activité de Marc a été capitale. Je sais bien qu'il est humble et qu'il n'aime pas quand les gens témoignent de ce qu'il a accompli. Quand il travaillait au ministère, on appréciait beaucoup sa personne et sa façon de travailler. Il a réussi à faire partie de la communauté... C'est comme les autres volontaires, Frédy Geiser et Suzanne Gerber, ils sont très appréciés ici. Je pense que leurs apports représentent une solution pour beaucoup de nos problèmes.

Propos recueillis par E. Horbaty,
coordinatrice Unité pour l'Amérique centrale
Traduction B. Faidutti Lueber

" Pygmées: d'un regard à l'Autre "

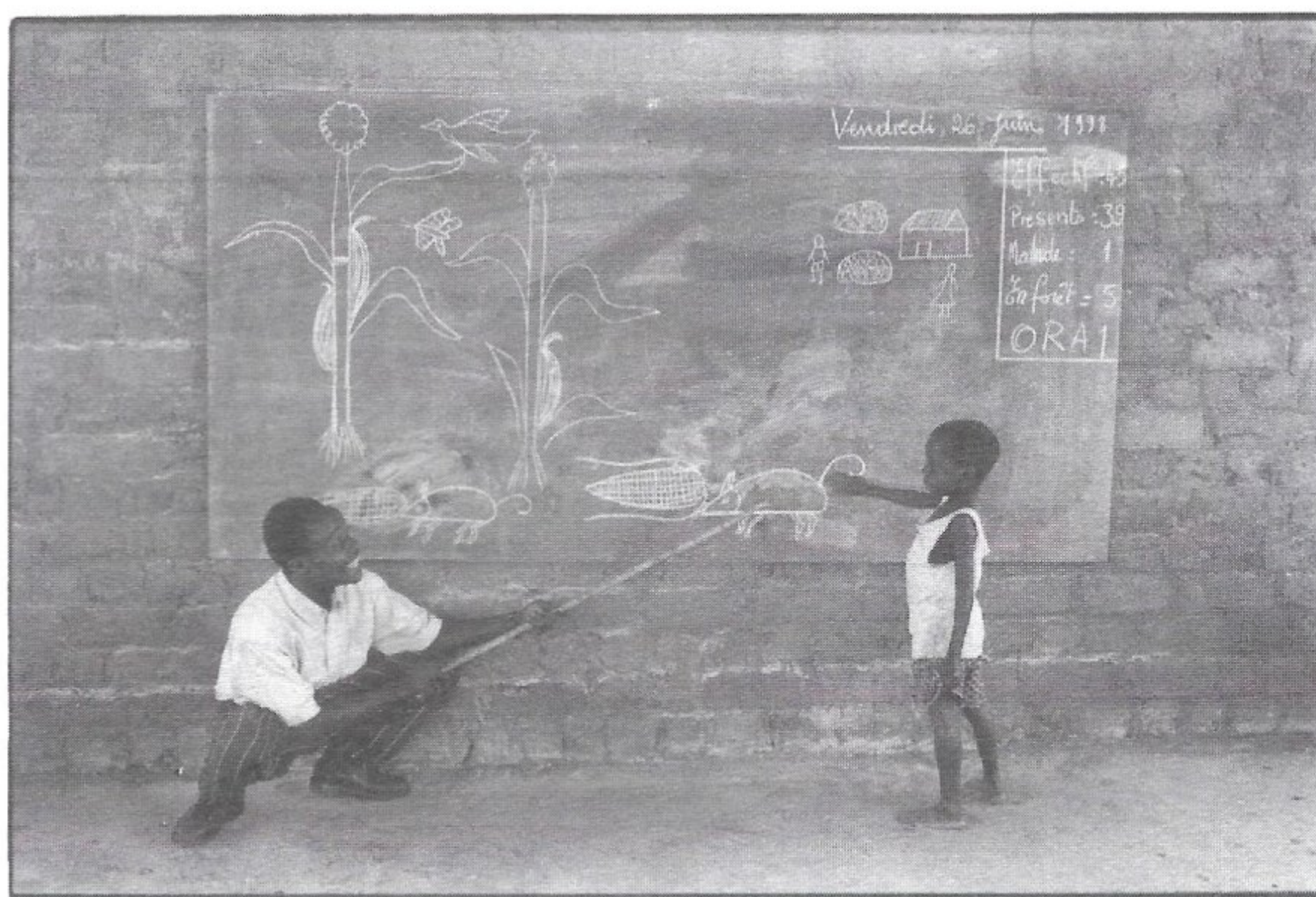
De la fin 1995 à avril 1999, Nathalie Fleury, anthropologue et sociologue et François Riat, technicien en mécanique passionné de photographie ont vécu au côté de la population pygmée de la République centrafricaine. Comme volontaires soutenus par E-Changer, ils étaient tous deux engagés dans un programme d'appui à cette population marginalisée.

Durant leur séjour, Nathalie a entrepris une recherche basée sur des entretiens avec des populations locales (pygmées et autres), les autorités locales, ainsi que des personnes travaillant au sein de projets de développement et de conservation. François, lui, a réalisé un travail photographique et d'enregistrements sonores.

De retour en Suisse, Nathalie et François ont éprouvé le besoin d'aller plus loin sur le chemin de la rencontre interculturelle: "Il nous est apparu important de partager cette expérience, de réaliser une démarche réflexive, d'information et de sensibilisation". C'est ainsi qu'est née l'idée d'une exposition photo sur les pygmées qui parcourt la Suisse depuis quelques mois. Elle est basée sur le matériau récolté et se réalise avec l'accord de la population de Monasao.

Pour Nathalie et François, l'exposition poursuit un triple objectif:

- **Donner** un regard (celui d'une personne ayant travaillé aux côtés de la population de Monasao) sur une réalité pygmée aujourd'hui, réalité



A l'école...

Photo: François Riat

mouvante et complexe: ses richesses et diversités culturelles, ses difficultés et ses problèmes actuels.

- **Susciter** une réflexion sur la réalité observée qui ne saurait se limiter aux images reçues (déstabiliser les préjugés, démystifier l'image du bon et du mauvais sauvage).

- **Effectuer** un retour sur soi: interpellé, valoriser l'échange interculturel par la mise en évidence du regard de personnes du Sud sur nous, ainsi que par la découverte d'une autre réalité.

L'exposition vise un public large et peut s'adapter en fonction de celui-ci: visites commentées, conférences, présentation de chants pygmées. Il est à souligner que des activités pédagogiques spécifiques sont prévues pour les écoles.

Nathalie Fleury et François Riat

Lieux d'exposition pour 2001:

- Musée d'ethnographie de Genève: Janvier-mars 2001
- Bibliothèque cantonale Universitaire de Fribourg, dans le cadre du Festival international du Film de Fribourg: Mars-avril
- Salon du livre à Genève: fin avril
- Musée jurassien d'Art et d'Histoire: dates à définir

Pour tout renseignement s'adresser à E-Changer,
tél: (026) 422 12 40

ACTARES, actionnariat pour une économie durable

La mondialisation n'est – dieu merci! – plus l'apanage des "grands" de ce monde (versus multinationales, grosses fortunes, états dits "développés"). La société civile, à son tour, a su s'organiser pour lutter au niveau mondial. Seattle et les autres manifestations contre l'OMC en fournissent un bon exemple. Autre cas exemplaire: les partenaires tchadiens d'Eirene qui nous demande de relayer ici leur combat là-bas contre les expropriations du consortium pétrolier lors de la construction du pipeline Tchad-Cameroun.

Parallèlement, le capital de ces grandes entreprises est aux mains – indirectement – d'une multitude de petits actionnaires: les futurs retraités que nous sommes (notamment en Suisse par le biais du 2^{ème} pilier). C'est afin d'offrir la possibilité de faire entendre une autre voix des actionnaires soucieuse de la conséquence sur le social et l'environnement des activités des entreprises qu'est née en mars dernier l'association ACTARES, Actionnariat pour une économie durable.

ACTARES est ouverte à toute personne physique ou morale qu'elle soit détentrice d'actions de manière directe ou indirecte (par le deuxième pilier, une assurance-vie, un fonds de placements). Elle tient à faire entendre les préoccupations des actionnaires quant aux responsabilités sociales et environnementales des entreprises afin de contribuer au développement d'une économie au service de l'être humain, de tous les êtres humains, et respectueuse de leur environnement (art. 4 des statuts).

A cette fin, l'association utilise les moyens suivants:

- la participation active aux assemblées générales;
- la sensibilisation de l'opinion publique;
- les contacts et les négociations avec les S.A., notam-

Au printemps 1997, la presse britannique révélait que la caisse qui gère les retraites des salariés de Greenpeace plaçait de l'argent dans des actions Shell... alors que l'association était en pleine campagne de boycott de la firme (cité dans la revue Silence n° 216, avril 1997, Lyon, France).

2^{ème} pilier en Suisse: plus que le PIB annuel 428 milliards de Francs: c'est le montant géré par les fonds de pension en Suisse. A titre de comparaison, le Produit intérieur brut (PIB) helvétique se montait en 1998 à 380 milliards. Bref, les fonds épargnés par notre retraite sont supérieurs à ce que nous produisons tous en une année. Sur ce montant, près d'un quart est investi en actions. Faites vos comptes! (Source des chiffres: dépêche ATS dans La Liberté du 12 mai 2000).

ment par le dialogue ou d'autres moyens constructifs;

- la constitution de groupes de réflexion.

A titre d'exemple, ACTARES a choisi, pour sa première année d'activités, d'inciter les entreprises à plus de transparence par la publication d'un certain type de rapports. Elle s'est ainsi adressée à Serono (biotechnologie), Bobst (machines d'emballage), Schindler (ascenseurs et escaliers mécaniques) et Zellweger Luwa (électronique pour textile et ventilation industrielle) pour leur demander un rapport environnemental et aux deux grandes banques (UBS et Crédit Suisse) pour leur demander un rapport social sur les collaborateurs. L'analyse du contenu de ces rapports permettra par la suite d'effectuer un suivi des efforts réels des entreprises.

Actuellement constituée majoritairement de particuliers, ACTARES souhaite que toute ONG, qu'elle soit du Nord ou du Sud, puisse faire appel à ses services afin de se faire un relais de la société civile auprès des directions d'entreprises et de l'ensemble des actionnaires. Elle vise à travailler en réseau avec toutes les associations actives dans le domaine de l'actionnariat responsable.

Sophie de Rivaz, secrétaire exécutive d'ACTARES

Pour tout renseignement:

Sophie de Rivaz, ACTARES, CP 171, 1211 Genève 20, tél. 022/ 733 35 60; fax: 022/ 733 35 80; e-mail: secretariat@actares.ch; www.actares.ch

Coupon-réponse

☐ Je souhaite devenir membre d'ACTARES

Cotisation annuelle:

membre individuel: Fr. 40.-; personnes morales: Fr. 100.-; AVS, AI, chômeurs, étudiants: Fr. 25.-

☐ Je souhaite recevoir davantage d'informations

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Tél.: _____

E-mail: _____

Lieu: _____

Date: _____

Signature: _____

A envoyer à:

ACTARES, Sophie de Rivaz, CP 171, 1211 Genève 20, tél. 022/ 733 35 60; fax: 022/ 733 35 80; e-mail: secretariat@actares.ch; www.actares.ch

Etats-Unis: une sécurité sociale des bas-fonds

Comme promis dans le Point d' ? de mars voici quelques réflexions de Silvia Muheim, volontaire dans le programme Nord d'Eirene, au sujet de la sécurité sociale et de son travail aux Etats-Unis:

Depuis que j'ai commencé mon travail auprès du projet Caritas pour les sans-abris et les personnes dans le besoin, j'ai été confrontée à la sécurité sociale made in USA. J'ai été frappée par les mauvaises conditions de travail dans ce pays: deux semaines de vacances sont un maximum et une assurance contre les accidents professionnels est très rarement prise en charge par l'employeur. L'employé a uniquement droit à quelques jours d'absence pour maladie. Les jours supplémentaires sont déduits du salaire. De nombreuses personnes n'ont pas d'assurance maladie et attendent longtemps avant de consulter le médecin. En cas de maladie prolongée, il n'est pas rare d'être congédié. Les basses classes sociales sont donc très vite face à de graves problèmes. J'ai aussi rencontré des gens sans-abris. Certains ont eu une bonne situation. Suite à la perte de leur emploi, ils ont dégringolé l'échelle sociale car ils ne trouvaient pas un nouveau travail et leurs réserves étaient épuisées. N'importe qui pourrait se trouver un jour dans une telle situation!

Aux Etats-Unis, le revenu minimum donnant droit à des prestations sociales est tellement bas que de nombreuses personnes dans le besoin ne reçoivent pas de soutien financier. Ma surprise a été de découvrir que le tissu social de la population américaine s'organise au travers d'institutions sans but lucratif et le bénévolat. Les églises ont souvent un rôle social en organisant des cuisines

populaires et des lieux d'accueil pour passer la nuit. Je travaille avec de nombreux jeunes et des personnes âgées qui consacrent beaucoup de temps à ce travail social bénévole. La plupart de ces organisations vivent de dons privés. De manière globale, 150 milliards USD dont 85% proviennent de personnes privées, sont ainsi récoltés chaque année.

Dans ce contexte difficile, le poème ci-dessous m'a bien souvent permis de poursuivre ma tâche avec optimisme:

Always have a dream

Forget about the days when it's been cloudy;
But don't forget your hours in the sun.

Forget about the times you've been defeated;
But don't forget the victories you've won.

Forget about the mistakes that you can't chance now;
But don't forget the lessons that you've learned.

Forget about misfortunes you've encountered;
But don't forget the times your luck has turned.

Forget about the days you've been lonely;
But don't forget the friendly smiles you've seen.

Forget about the plans that didn't seem to work out all right;
But don't forget do always have a dream.

Silvia Muheim, traduit et adapté par N.Godi

Avis aux amateurs...

Dans le Point d' ? N° 1 de mars 1999 nous vous avons relaté l'échange culturel autour du théâtre entre la troupe du Teatrakor et le groupe culturel nicaraguayen El Capullo.

L'échange s'était déroulé sur deux ans (sans compter le temps de préparation). Invité par le groupe El Capullo, les jeunes du Teatrakor s'étaient envolés en août 1997 pour le Nicaragua, afin de vivre un échange direct avec le groupe théâtral de jeunes paysans. Ils furent hébergés et accueillis par toute la communauté villageoise.

En août 1998, le groupe de jeunes du Teatrakor choisit de poursuivre cette première expérience et invita le groupe El Capullo en Suisse pour un nouvel échange et une tournée théâtrale de solidarité.

Une video raconte l'histoire de cette rencontre. La première partie a été tournée durant le voyage et la tournée du Teatrakor au Nicaragua. La seconde partie présente le séjour des jeunes Nicaraguayens en Suisse. La video est accompagnée d'un recueil pédagogique qui retrace l'essentiel de cette expérience de vie.

Si vous vous intéressez à l'aspect culturel dans le développement des peuples et des personnes, n'hésitez pas à passer commande à l'adresse ci-dessous.

Bulletin à renvoyer à: GVOM c/o BÉATRICE FAIDUTTI LUEBER
THUNSTR: 103 3006 Berne

Nom / Prénom

Rue:

NPA / Localité:

Téléphone:

Je commande _____ exemplaire(s) au prix de 20.- par unité (frais de port en sus) du film et de la brochure pédagogique:

Le Teatrakor - El Capullo:

une rencontre à travers les théâtres (parution décembre 2000).

Signature:



Michel Bühler, le Pérou et le vilain temps

**"C'est toujours les p'tits qui s'mouillent quand vient l'automne et la pluie,
c'est toujours les p'tits qui s'mouillent, les gros sont bien à l'abri."**

La chanson et son auteur vous sont certainement bien connus, la véracité du texte malheureusement aussi... et ce n'est pas la saga d'événements de ces derniers mois au Pérou qui va le contredire!

Deux tours d'élections présidentielles frauduleuses, puis des parlementaires soudoyés et "ripous" qui changent de camp politique après avoir été élus... les "p'tits" sont trompés même par leurs représentants! A la suite de la diffusion d'une cassette vidéo montrant V. Montesinos, conseiller du président Fujimori et homme fort du service d'intelligence nationale remettre une bonne liasse de dollars à un de ces fameux députés transfuges, le président annonce la convocation de nouvelles élections auxquelles il ne participera pas, et la désactivation du service d'intelligence, mais Montesinos ne paraît pas inquiet... c'est un "gros"!

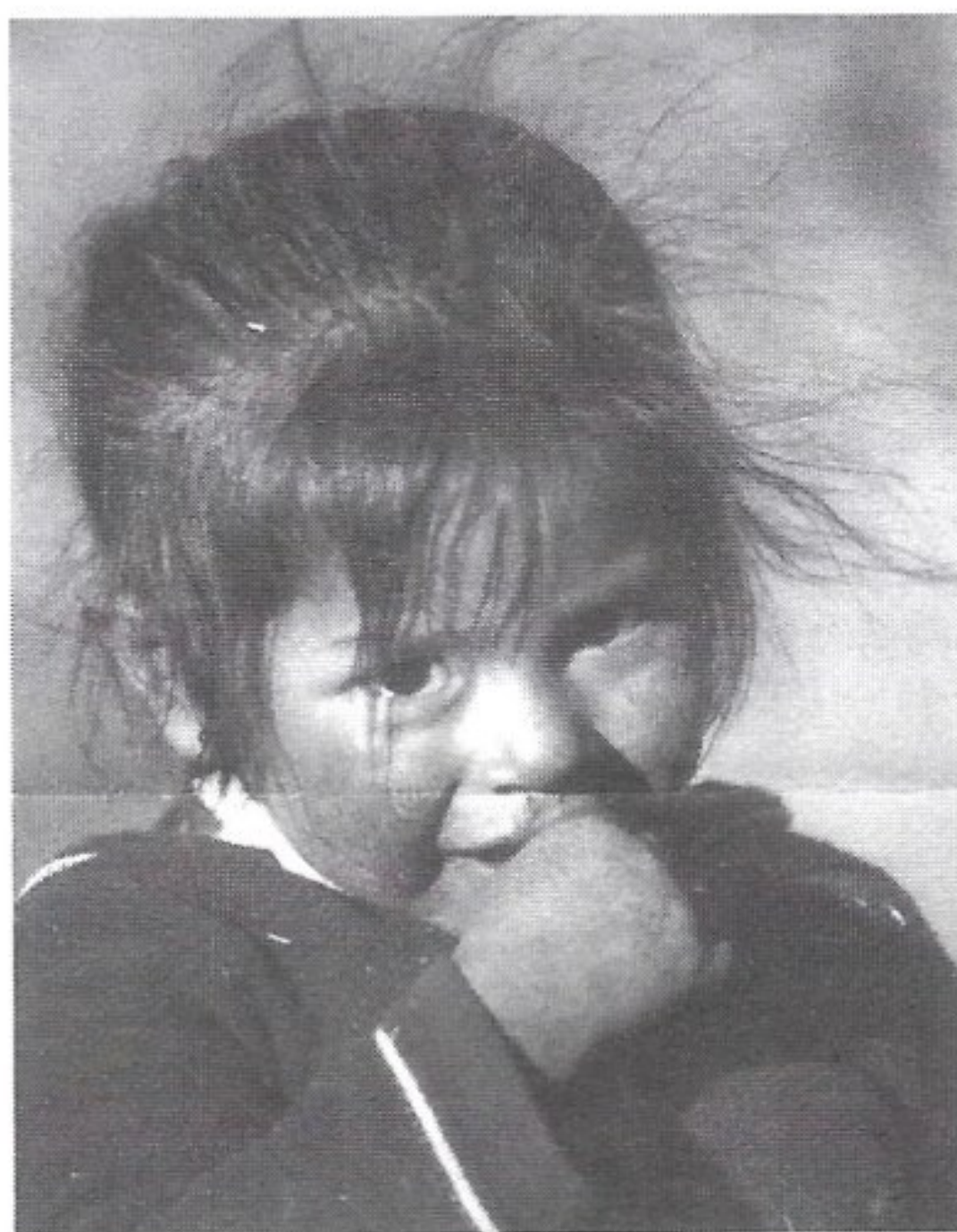


Photo: Liliane Dubois

Pourtant il disparaît... puis, aidé par des "encore-plus-gros", obtient l'asile territorial à Panama. Il s'y installe, y retrouve quelques comptes bancaires, mais le 23 octobre, on apprend qu'il est revenu clandestinement au Pérou et que même le président le recherche en hélicoptère avec un ordre de capture... mais bien sûr, affirme-t-on en hauts lieux, ses droits de citoyen seront respectés pour sa

participation active et efficace contre le terrorisme et le trafic de drogue!! Plus c'est "gros" plus l'immunité, le mensonge et la crapulerie sont beaux...

Début novembre, sur la place financière de Zürich, après avoir reçu "des informations" (de qui? d'où?), les autorités judiciaires helvétiques ont bloqué 50 mios de dollars déposés sur des comptes de Montesinos pour le

blanchiment d'argent. Le gouvernement péruvien, qui n'est pas à l'origine de cette demande, l'attribue à des pressions de la CIA et de l'agence antidrogue américaine. Fouillis d'ingérences, "micmac" obscur et peu odorant... qui protège qui? qui accuse qui? Peu importe, mais... 50 mios de dollars pour un seul "gros"... vous imaginez ce qu'on aurait pu en faire pour les "petits"?

Esther Gallegos travaille 7 jours sur 7, vendant fruits et légumes sur un tricycle qu'elle pousse par les rues de Lima. "Les affaires vont très mal, il n'y a presque plus d'argent et les gens achètent beaucoup moins. Je ne sais pas si nous pourrions supporter ça encore longtemps." Selon l'Institut "Cuanto", le nombre de Péruviens qui vivent dans la pauvreté a augmenté ces 3 dernières années de 50.7% à 54.1%. Une enquête de IMA-Estudios de Mercado démontre que 89.5% des Péruviens dépense 80% de leurs rentrées d'argent en alimentation et le salaire mensuel minimum équivaut à 110.- dollars.

Le régime actuel concentre toutes les ressources et les décisions du pays et laisse les secteurs populaires sans organisation autonome propre, ni syndicale, ni sociale. Beaucoup de droits ont été perdus et il règne un haut niveau de méfiance sociale dans ce qu'on appelle maintenant la nouvelle "culture du mensonge". Précarité et même désintégration sociale, loi de la jungle obligée par manque d'autres références pour trouver des solutions aux problèmes de tous ordres... dans cette situation-là, avec 18,9% du budget annuel prévu pour le service de la dette extérieure, mais 14,6% pour l'éducation et 8,6% pour la santé (Forum solidaridad Perú set.2000)... "c'est toujours les p'tits qui s'mouillent quand vient l'automne et la pluie..." évidemment, mais le printemps revient toujours après l'hiver, et comme disent les Péruviens, "tout tombe, entraîné par son propre poids".

(A l'imprimerie, le 21 novembre)... ou par le poids de sa lâcheté et de son irresponsabilité, comme vient de faire M. le Président du Pérou, qui "pose les plaques" sans scrupules.

Liliane Dubois, ancienne volontaire GVOM au Pérou

Changement d'adresse
Cécile Hétault
Ch. de la Prairie 9
1720 Corminboeuf

JAB 2400 Le Locle

A Noël, qu'offrir ?

Adresses

GVOM: B. Faidutti Lueber, Thunstrasse 103, 3006 Berne
EIRENE: N. et F. Godi-Glatz Consulting, Ch. du Franoz 11, 1038 Bercher
Web: www.gvom.ch
Abonnements: 4 parutions par an: Frs 12.--
Abonnement de soutien Frs 20.--
Rédactrices: B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz
Ont participé à ce numéro:
Textes: J. Tietz, E. Horbaty, N. Fleury et F. Riat, S. de Rivaz, S. Muheim, L. Dubois, N. Godi, B. Faidutti Lueber
Photos: S. Tietz, M. Isler, D. Caselli, L. Dubois, F. Riat
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: A. Monard, La Chaux-de-Fonds
Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement
Comptes de chèque: GVOM, CCP Lausanne 10-20968-7, EIRENE, CCP La Chaux-de-Fonds 23-5046-2